



PREMIÈRE QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

**Compte rendu du Forum global
sur l'emploi**
(Genève, 1^{er}-3 novembre 2001)

1. Le Forum global sur l'emploi, organisé par le secteur Emploi du BIT, s'est déroulé à Genève du 1^{er} au 3 novembre 2001. L'organisation de ce forum avait été approuvée par le Conseil d'administration au titre des activités pour 2001¹. Elle avait également été appuyée par la 24^e session extraordinaire de l'Assemblée générale, qui s'est tenue à Genève à l'occasion du cinquième anniversaire du Sommet social².
2. Le forum avait essentiellement pour objet d'examiner les principaux problèmes dans le domaine de l'emploi et de chercher des approches novatrices propres à promouvoir la création d'emplois décents. Les événements tragiques du 11 septembre, dont les répercussions seront considérables sur la situation politique et économique mondiale, et sur celle de chaque pays, ajoutés au ralentissement de l'activité économique qu'ils ont exacerbé, ont pesé sur la réunion en montrant l'urgence d'une action concertée dans le domaine de l'emploi.
3. Le forum était saisi d'un document de travail intitulé *Agenda global pour l'emploi*.
4. Parmi les orateurs qui sont intervenus dans le cadre du forum figuraient le Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, deux Premiers ministres (Danemark et Finlande), le Directeur général du BIT, M. Juan Somavia, le Secrétaire général de la CNUCED et le Haut Commissaire du HCR, le Président de l'OIE et le Secrétaire général de la CISL, la Présidente du Conseil des ministres du Travail de l'UE, ainsi que de hauts responsables des institutions spécialisées des Nations Unies, de la Banque mondiale et du FMI.
5. Le forum a réuni quelque 750 participants originaires de plus de 110 pays, dont environ 270 responsables politiques de haut niveau, parmi lesquels 40 ministres, une cinquantaine de représentants des travailleurs et autant de représentants des employeurs, 37 représentants d'organisations intergouvernementales, 126 représentants d'ONG,

¹ BIT: *Propositions de programme et de budget pour 2000-01*, vol. 2, paragr. 60.9, document GB.274/PFA/9/2, mars 1999.

² Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, Genève, 26-30 juin 2000.

86 universitaires, 57 participants du secteur privé, ainsi que plus de 40 journalistes et représentants des médias.

6. L'Agenda global pour l'emploi, qui souligne la nécessité de conclure des alliances globales pour résoudre les problèmes d'emploi, a été largement approuvé, qu'il s'agisse de la façon d'aborder les questions critiques ou des solutions qu'il propose. De nombreux participants sont convenus que la récession exige que l'on adopte une série de mesures d'incitation au plan mondial. Par ailleurs, pour que les 500 millions de personnes qui viendront grossir la population active au cours de la prochaine décennie trouvent un travail décent, et pour réduire de moitié le nombre de pauvres (1,2 milliard) d'ici 2015, conformément aux objectifs du millénaire, il faudra agir de manière concertée en prenant des mesures structurelles et des mesures d'aide à l'emploi.
7. Trois séances de travail parallèles ont été organisées. Dans la première séance, les participants ont estimé que les technologies de l'information et de la communication (TIC), sont un puissant moyen de création d'emplois et de développement car elles facilitent l'accès aux marchés ainsi que la fourniture de services de base. Il faut rénover les institutions du marché du travail et élargir le dialogue social si l'on veut exploiter au mieux les TIC pour améliorer la qualité du travail et assurer l'égalité entre hommes et femmes.
8. Les participants d'une autre séance ont examiné le cas des pays de petite ou moyenne dimension dans lesquels la mise en place de politiques de développement centrées sur l'emploi a été un succès. Le dialogue social, fondé sur la confiance et le consensus, a joué un rôle déterminant. Du fait de leur taille, ces pays doivent rester ouverts aux échanges internationaux. L'existence de mécanismes de dialogue social efficaces leur garantit la flexibilité nécessaire. Les participants de la troisième séance ont mis l'accent sur l'importance croissante de l'éducation, des qualifications et de la formation continue dans une économie mondiale interdépendante. L'apprentissage, qui associe formation sur le lieu de travail et études en milieu scolaire, apparaît comme un moyen efficace d'intégration des jeunes dans des emplois productifs et qualifiés. Les politiques d'éducation et de formation doivent aussi favoriser le travail indépendant. Cependant, l'éducation et la formation ne créent pas d'emplois: elles font partie d'une politique intégrée visant à favoriser la croissance et le développement.
9. Les participants de la première séance de la seconde session ont traité de la gouvernance mondiale et de la coordination des politiques nationales. Ils se sont accordés sur le fait que le système de gouvernance actuel, qu'il soit national ou international, est inadapté et donne des résultats que beaucoup jugent inéquitables. Pour que l'emploi devienne une priorité internationale, il faut que les travailleurs et les employeurs soient entendus et que l'OIT joue un rôle plus important. La deuxième séance était consacrée aux problèmes des grandes économies. Les participants ont jugé qu'un taux de croissance économique élevé et des changements structurels sont nécessaires, mais pas suffisants, pour générer emplois et travail décent. La part de l'économie informelle est en hausse dans de nombreux pays et l'écart entre les emplois de l'économie officielle et ceux de l'économie informelle se creuse. Il importe de garantir une protection sociale aussi large que possible. Par ailleurs, si les marchés ont besoin de flexibilité, ils ont aussi besoin d'être réglementés; d'ailleurs, une bonne réglementation est source de flexibilité.
10. Les participants de la dernière séance ont conclu que trop de bureaucratie, des moyens financiers insuffisants et un enseignement inadapté sont autant d'obstacles au développement de l'esprit d'entreprise. Les pays en développement souffrent aussi dans ce domaine de l'instabilité politique, du manque d'infrastructure et de l'absence de culture d'entreprise. Pour les femmes, en particulier, créer une entreprise est un véritable parcours du combattant.

11. La première séance de la troisième session portait sur le commerce, l'investissement et l'emploi. Beaucoup de pays en développement n'ont pas profité de la mondialisation en termes d'emploi. La libéralisation des échanges s'est effectuée de manière sélective et de nombreux pays en développement ne disposent pas de l'infrastructure de base nécessaire à leur participation au commerce mondial. L'aide internationale devrait être considérée comme un élément de la libéralisation des échanges, de telle manière que ses avantages en termes d'échanges et de création d'emplois puissent être plus largement partagés. La deuxième séance était consacrée aux groupements régionaux et notamment au respect des droits des travailleurs et aux mesures nécessaires pour promouvoir l'emploi. Les accords régionaux donnent l'occasion aux pays de réaffirmer leur attachement au respect des droits des travailleurs; dans ce domaine, il est fondamental que le dialogue social soit aussi large que possible.
12. La troisième séance avait trait aux problèmes posés par l'économie informelle. Les participants ont souligné l'importance pour les syndicats et les organisations d'employeurs d'organiser tous ceux qui travaillent dans le secteur informel afin de leur donner les moyens d'agir. La croissance de l'économie informelle est un des effets négatifs de la mondialisation mais on peut y remédier, à condition d'en avoir la volonté politique. Il est possible de mener des initiatives volontaires au niveau des filières mondiales de production.
13. Résumant trois jours de débats ouverts et constructifs, le rapporteur du forum, le professeur Maria Joao Rodriquez, a tiré quatre conclusions principales:
- i) **Le bon thème au bon moment.** Le Forum global pour l'emploi est venu à point nommé. Il a fait ressortir le besoin d'un cadre global qui puisse instaurer ou restaurer la confiance par une relance de la croissance économique et faire converger les intérêts des pays développés et des pays en développement. L'Agenda global pour l'emploi pourrait jouer ce rôle.
 - ii) **Un progrès important vers une stratégie globale de l'emploi.** Le débat qui a eu lieu marque une étape importante dans l'élaboration d'une stratégie globale de l'emploi. L'emploi doit être la priorité de la politique économique, non une de ses conséquences résiduelles. La politique de l'emploi ne doit pas être considérée comme une politique sectorielle en marge de la politique économique. Elle doit résulter de la coordination réussie de toutes les politiques — politiques macroéconomique et de développement, politique structurelle, politique du marché du travail. Les principaux éléments d'une telle stratégie, telle qu'elle ressort des débats, sont les suivants:
 - *Pour que le commerce international favorise la croissance de l'emploi*, il faut que les pays en développement aient librement accès aux marchés des économies développées, notamment pour leurs produits agricoles et produits à forte intensité de main-d'œuvre.
 - *Le numérique: une occasion à saisir et non une cause de fracture.* Le numérique peut permettre aux pays en développement de sauter les étapes et le Nord devrait lancer un «plan Marshall» pour aider les pays du Sud à accéder à la société de l'information. L'inclusion des pays en développement est dans l'intérêt de tous.
 - Les initiatives visant à *promouvoir un développement durable sur le plan environnemental* dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie et des transports, doivent être encouragées et les possibilités d'emploi ainsi créées doivent être exploitées.

- *Une politique monétaire et budgétaire incitative* a un rôle essentiel à jouer dans la prévention du risque de récession dans le court terme et une plus grande coordination des politiques macroéconomiques est nécessaire.
 - *Dans les pays en développement, il faut modifier les programmes de stabilisation et d'ajustement structurel* afin qu'il soit possible de consacrer plus de ressources à l'éducation, à la santé et au développement social. Il faut accélérer l'allègement de la dette et renforcer considérablement l'aide au développement.
 - *Pour relever le niveau d'instruction et de formation*, il faut offrir aux gens plus de possibilités de s'instruire et d'acquérir des qualifications employables.
 - *La santé et la sécurité constituent un investissement de base dans le capital humain*, qui a des effets directs très positifs sur la productivité.
 - Il faut renforcer *l'employabilité et l'adaptabilité* par des politiques actives du marché du travail, y compris des mesures de lutte contre toutes les formes de discrimination et une assistance accrue aux travailleurs pauvres. Des stratégies spécifiques sont nécessaires pour l'économie informelle.
 - *Il est indispensable de prévoir un filet de sécurité en matière de protection sociale* pour permettre aux gens de s'adapter au changement.
 - *Le dialogue social et le respect des normes fondamentales du travail* doivent sous-tendre toutes ces priorités. Un réel engagement des partenaires sociaux est dans ce domaine indispensable. Cela devrait déboucher sur une gouvernance plus démocratique.
- iii) **De nouvelles idées et un nouvel élan pour le débat sur la gouvernance globale.** Le forum a beaucoup insisté sur le besoin de nouvelles formes de gouvernance globale. Dans son allocution, Robert Reich a déclaré que le monde est confronté à une récession économique mondiale coordonnée mais qu'aucune mesure coordonnée n'est prise pour la combattre. La nécessité de nouvelles formes de gouvernance apparaît clairement. Il pourrait s'agir par exemple d'un «conseil de sécurité» économique ou d'autres formes de coopération internationale, qui coifferaient toutes les activités visant à éviter les crises économiques ou à les juguler.

La proposition, contenue dans l'Agenda, d'établir des alliances globales par un resserrement de la collaboration entre l'OIT, les autres institutions du système des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods en vue de prendre des mesures coordonnées en faveur de l'emploi, a reçu un accueil favorable.

- iv) Le rapporteur s'est interrogé sur les mesures que devrait prendre l'OIT pour que les résultats du forum se transforment en réalités politiques.

Les suggestions sont les suivantes:

- Demander à d'éminents chercheurs et responsables d'étudier plus à fond les effets positifs du travail décent sur la croissance.
- Organiser, avec les institutions du système des Nations Unies et de Bretton Woods concernées et avec les partenaires sociaux, des tables rondes sur les principales questions soulevées dans l'Agenda. L'OIT pourrait lancer la première série d'alliances globales avant le Sommet Rio+10 qui se tiendra à Johannesburg en 2002.

- Elaborer une méthodologie et des indicateurs pour évaluer l'impact sur l'emploi des stratégies économiques globales et des programmes de réforme économique menés au niveau national, sur la base des suggestions du professeur Stiglitz.
- Développer des initiatives régionales adaptées à chaque région par l'intermédiaire des bureaux régionaux de l'OIT, sur la base de l'Agenda global pour l'emploi, à l'image du programme «Des emplois pour l'Afrique».
- La stratégie pour l'emploi proposée par l'OIT n'aura d'impact que si elle se traduit par des politiques et des plans d'action dans chaque pays. C'est aux gouvernements et aux partenaires sociaux qu'il appartient de faire le nécessaire sur ce plan, en étroite collaboration avec l'OIT.

14. Enfin, pour le succès d'une stratégie pour l'emploi, il faut:

- prendre un ensemble de mesures incitatives pour relancer la croissance économique;
- œuvrer sans délai à la mise en place d'un ordre économique international plus équitable en améliorant la situation financière des pays en développement par un allègement de la dette et d'autres mesures, et en garantissant à ces pays un accès aux marchés des pays industrialisés;
- favoriser et gérer le changement pour un travail décent et pour la prospérité du plus grand nombre.

Présenté pour information.

Genève, le 6 novembre 2001.